



**HAL**  
open science

## Iconoclaste indépendance ? Algérie-France, 1962 et après

Malika Rahal

► **To cite this version:**

Malika Rahal. Iconoclaste indépendance ? Algérie-France, 1962 et après. Sarah Gensburger; Jenny Wüstenberg. Dé-commémoration: Quand le monde déboulonne des statues et renomme des rues, Fayard, pp.448, 2023, 2213722056. hal-04386215

**HAL Id: hal-04386215**

**<https://hal.science/hal-04386215>**

Submitted on 10 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Iconoclaste indépendance ?**

### **Algérie-France, 1962 et après**

Ceci est le fichier auteur de l'article suivant : RAHAL Malika, « Iconoclaste indépendance ? Algérie-France, 1962 et après » dans Sarah Gensburger et Jenny Wüstenberg (eds.), *Dé-commémoration: Quand le monde déboulonne des statues et renomme des rues*, Illustrated édition., Paris, Fayard, 2023.

Pour le citer, merci de vous référer à la version publiée.

Peu avant l'indépendance de l'Algérie, à Sidi Bel-Abbès, dans l'ouest du pays, un promeneur pouvait déambuler dans un jardin public sis entre le boulevard Théodore Héritier et la rue George Sand. Il y admirait alors une série de statues de nus disposées dans les allées. Dans l'Est, les habitants de Philippeville avaient la possibilité quant à eux de se recueillir devant un monument aux morts représentant une Victoire aux seins nus. Ce dernier avait été réalisé après la Première Guerre mondiale par l'artiste Camille Alaphilippe, auteur de plusieurs édifices similaires installés dans différentes villes à travers le pays. Sur la place du Gouvernement à Alger, une statue équestre, réalisée par Charles Marochetti et inaugurée en 1845, représentait le duc d'Orléans. Elle glorifiait la participation du fils de Louis-Philippe à l'occupation du pays, initiée en 1830 par l'armée française. L'immense place elle-même avait été ouverte au cœur de l'ancienne ville ottomane immédiatement après le début de l'occupation, au prix de la destruction de mosquées et de bâtiments d'État.

Cette occupation du pays ouvrait la voie à une colonisation de 132 années, plus longue que la majorité des colonisations des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. La colonisation de l'Algérie était par ailleurs une colonisation de peuplement. Cela signifie qu'à la fin de la période coloniale la population française qui bénéficiait de la plénitude des droits civiques représentait 10 % de la population totale. Elle était néanmoins dominante dans les villes et leurs centres qui, à l'image de celui d'Alger, avaient été entièrement remodelés par l'occupation. Après les destructions des premières années, l'architecture et l'urbanisme colonial visaient à faire des villes un *espace français* : le programme commémoratif, les odonymes (les noms des rues et places) et la statuaire devaient matérialiser cette appartenance. Ils mettaient également en scène la guerre,

l'occupation du pays et, plus généralement, l'ensemble de l'entreprise impériale pour la glorifier.

En 1962, l'Algérie obtient son indépendance au terme d'une guerre de près de huit ans menée par le Front de Libération nationale (FLN) : une grande partie des Français quitte alors l'Algérie dans ce qu'on a nommé, dès l'époque, un « exode » inattendu, rapide et chaotique. Beaucoup laissent derrière eux une partie de leurs possessions privées, meubles, logement et terres. S'ils ont l'impression de laisser derrière eux un territoire qu'ils ont bien connu, ce pays et ses espaces commencent une métamorphose profonde.

Certains des monuments et statues de l'époque française ont aujourd'hui disparu de l'espace urbain algérien, en particulier lorsqu'ils avaient un sens politique ou militaire manifeste. D'autres demeurent toutefois, dont le plus célèbre est sans doute la fontaine d'Aïn Fouara, à Sétif, réalisée en 1898 par l'artiste Francis de Saint-Vidal et représentant une femme nue. L'attachement des Sétifiens à cette statue s'est d'ailleurs récemment manifesté lorsque, en 2017, elle a fait l'objet d'un acte de vandalisme. D'autres encore, désormais disparues, ont laissé des traces populaires ténues : si la place du Gouvernement d'Alger a été rebaptisée dès l'indépendance place des Martyrs, et si la statue du duc d'Orléans a été rapidement retirée à l'indépendance, dans le langage courant, les Algérois continuent parfois de la nommer simplement la « place du cheval », dans une expression qui fait disparaître le duc au profit de sa monture.

Ces quelques mentions, de la rue George Sand au cheval du duc d'Orléans, invitent à se demander comment l'espace urbain s'est transformé avec l'accession à l'indépendance en 1962, et comment les statues, qui contribuait à rendre l'espace plus colonial, ont franchi ces événements.

\* \* \*

Dans le calendrier complexe de l'année 1962, la date qui marque le plus fortement le passage à l'indépendance est le début du mois de juillet, avec le référendum d'autodétermination du 1<sup>er</sup> juillet, l'annonce de l'écrasante victoire du « oui » le 3, et les festivités officielles de l'indépendance le 5.

Ces festivités de juillet se déroulent dans un paysage urbain qui, malgré le départ en cours des Français d'Algérie, est encore celui de l'Algérie française. Dans l'ouest du pays, à Oran

– considérée comme la plus grande ville « européenne »<sup>1</sup> par l'importance de son peuplement colonial –, les témoins « européens » sont frappés par l'intensité de la ferveur des fêtes autour de la statue de Jeanne d'Arc, à proximité de la cathédrale du Sacré-Cœur. Le père Laparre – un prêtre catholique affecté à Oran, où il rédige son journal – note, dès le 3 juillet que, pour célébrer les résultats du référendum, « les Mauresques ont dansé place des Victoires, des drapeaux verts sur le monument aux morts et un dans la main de la statue de Jeanne d'Arc devant la cathédrale<sup>2</sup> ». Cette présence algérienne dans des espaces urbains qui n'étaient pas leur sonne comme une transgression définitive de l'ordre colonial. À Alger également, dès le 4 juillet, un photographe saisit le duc d'Orléans brandissant désormais un drapeau algérien<sup>3</sup>. L'indépendance du pays intervient après sept années et demie de guerre révolutionnaire. La dernière phase du conflit, lancée par les manifestations algériennes de décembre 1960, est marquée par une présence émeutière et festive des Algériens qui déborde des quartiers à majorité « musulmane ». Cette présence atteint les centres-villes de façon spectaculaire en juillet 1962.

En différents lieux, condamnées à l'immobilité, les statues sont désormais conduites à signifier autre chose que la grandeur de la France, lorsqu'elles sont dotées d'un drapeau algérien, enfourchées par des enfants ou que dansent autour d'elles des femmes.

Ailleurs en revanche, certaines ont été détruites ou abîmées. C'est le cas du monument aux morts de Palestro, un ensemble statuaire créé en référence à la révolte algérienne de 1871 et qui représentait un colon armé et derrière lui sa femme et son enfant. Le monument est abattu le jour même de l'indépendance par un groupe de jeunes, avant que le socle ne soit ôté par les nouvelles autorités algériennes quelques jours plus tard.

D'autres témoignages évoquent des destructions. Ainsi l'artiste constantinois Ahmed Benyahia, né en 1943, se souvient-il de la façon dont un monument emblématique de sa ville, le coq gaullois sur une colonne de la place de la Brèche, fut abattu. Cela se passa après les combats entre Algériens de l'été 1962, la ville étant définitivement gagnée par l'armée du colonel Boumediène. Dans l'effervescence du moment, les soldats avaient tiré pour tenter, en

---

<sup>1</sup> Les termes « Européens » et « musulmans » qui désignent les deux parties de la population vivant en Algérie (population coloniale et population colonisée) sont des constructions coloniales, raciales et racistes. Il convient de les utiliser entre guillemets.

<sup>2</sup> Laparre Michel de, *Journal d'un prêtre en Algérie : Oran, 1961-1962*, Paris, Éditions du Fuseau, 1964.

<sup>3</sup> En témoigne une photographie de l'agence Keystone du 4 juillet 1962. <https://www.gettyimages.fr/detail/photo-d%27actualit%C3%A9/algerian-flags-are-everywhere-in-the-streets-of-photo-dactualit%C3%A9/142145681>

vain, de faire tomber le coq. Il fallut finalement un camion muni de chaînes pour renverser la colonne<sup>4</sup>.

Lorsqu'il décrit les festivités du matin du 5 juillet 1962 à Oran, le père Laparre les situe dans la géographie de la ville telle qu'il la connaît : « La fête a recommencé ce matin, brillante et colorée [...] Rue d'Arzew, rue d'Alsace-Lorraine, avenue Loubet, place des Victoires, c'est la grande cohue. On joue des coudes pour avancer. On est surpris de la bonne mine et des beaux-atours. »

Un Oranais d'aujourd'hui ne s'y retrouverait pas. En effet, la rue d'Arzew est désormais rue Larbi Ben M'hidi, la rue d'Alsace-Lorraine est devenue Mohammed Khemisti, l'avenue Loubet, Larbi Tebessi, place des Victoires désormais la place Benabdelmalek Ramdane. En effet, dès 1962, les changements d'odonymes participent du retournement de l'espace colonial ou, pour le dire autrement, de sa dé-francisation et de son algérianisation.

Une première salve de dé-baptisations des rues a lieu dès l'automne 1962, à mesure que les municipalités algériennes se mettent en place. Oran est pionnière. Dès le 1<sup>er</sup> octobre 1962, on lit dans la presse : « Oran ville libre a baptisé ses rues ». 50 000 citoyens et citoyennes auraient alors assisté à une cérémonie officielle à cette occasion, en présence des autorités et du nouveau préfet, Lahouari Souïah, qui prononce un discours. Parmi les noms qui apparaissent, ceux de héros nationaux (Larbi Ben M'hidi, 1923-1957, assassiné par les parachutistes durant la « Bataille d'Alger » par exemple) mais aussi oranais, à l'instar d'Ahmed Zabana (1926-1956), un des deux premiers militants du FLN guillotiné, et d'Hamou Boutlelis (1920-1957), militant arrêté en 1951, libéré en 1957 avant d'être de nouveau capturé et de « disparaître ».

À Alger, c'est le 27 octobre que la « délégation spéciale du Grand-Alger » change les noms des grandes artères de la capitale : l'avenue du Huit Novembre devient celle du Premier Novembre, la date du déclenchement de la Révolution algérienne. Par ailleurs, des rues sont consacrées à Didouche Mourad, l'Émir Abdelkader, Zighout Youssef, Docteur Fanon, Abbane Ramdane, Hassiba Ben Bouali, et, bien sûr, celle qui les regroupe tous : l'avenue des Martyrs. Ce processus de débaptisation-rebaptisation se prolonge dans le temps. Le 5 juillet 1963, les lecteurs de l'*Alger républicain* découvrent en parcourant leur quotidien que la place Maréchal Lyautey, à Alger, vient d'être renommé place Maurice Audin en même temps que cinquante

---

<sup>4</sup> « The long story of a short-lived statue », entretien avec l'artiste Ahmed Benyahia dans le cadre du projet *Generation Independence* mené par Natalya Vince et Walid Benkhalded, <https://generation-independence.com/the-long-history.html>, consulté le 3 avril 2023.

rues ou places qui porteront désormais les noms de martyrs. Mais face à l'ampleur de la tâche, les changements de noms de rue se prolongeront durant des années.

Toutefois, les anciens noms demeurent plus longtemps dans le langage courant. Longtemps, la rue Didouche Mourad continuera d'être nommée rue Michelet, ou bien les deux noms seront accolés. Aujourd'hui, « Michelet » a fini par disparaître de l'usage courant. D'autres noms français survivent, surtout dans la bouche des plus âgés et au gré des histoires locales.

À partir de l'indépendance de l'Algérie, plusieurs statues et monuments suivront l'itinéraire de ceux qu'on nomme les « rapatriés », en attendant de les appeler les « pieds-noirs », et qui s'installent en France métropolitaine. Les autorités françaises procèdent à leur transport et parfois à leur ré-installation.

Chaque monument ainsi « rapatrié » – près de 150 dont une soixantaine dès le milieu de l'année 1963 – a sa propre histoire. Il semble toutefois que la majorité ait été rapidement soustrait aux regards sans que l'on sache où ils ont été entreposés. On sait également peu de choses des négociations sur le sujet entre autorités françaises et algériennes.

La statue du duc d'Orléans semble ainsi avoir été transportée vers la France tôt après l'indépendance, mais n'avoir fait l'objet d'un projet de réinstallation que durant les années 1970. Son destin révèle combien ces monuments originaires d'Algérie ont fait l'objet d'aspirations spécifiques au sein de la société française de l'époque. C'est d'abord la famille d'Orléans qui a souhaité voir la statue équestre ré-installée pour mettre en lumière son histoire, avant que des groupes pieds-noirs désireux de recréer le paysage commémoratif de l'Algérie française ne s'emparent de l'idée. Les déceptions furent nombreuses. Finalement placée au centre d'un rond-point de Neuilly, la statue du duc échoue à commémorer la grandeur de l'Algérie française autant qu'à susciter le recueillement collectif.

Les déplacements de statue ne sont pas toujours le fait des autorités. Ce sont parfois des particuliers qui se chargent de les « rapatrier ». Ainsi, dans l'église de Lalinde, en Dordogne, se trouve aujourd'hui une statue de « vierge dorée » provenant d'el-Affroun, dont la plaque indique : « Ramenée d'Algérie en 1962 par la famille Averseng », celle de l'ancien maire d'el-Affroun, chef d'entreprise et propriétaire terrien. Sur les sites mémoriels des « rapatriés », la recherche et la remémoration de ces statues d'une Algérie perdue en font presque des figures vivantes, des personnalités familières.

En Algérie aussi, les anciennes statues françaises restées sur place, toujours visibles ou non, continuent d'avoir une histoire. Le monument aux morts de la ville d'Alger en est un cas emblématique. Réalisé par le sculpteur Paul Landowski (1875-1961) et placé sur le Forum,

devant le Gouvernement général, face à la mer, il représentait un ensemble : un gisant porté par trois cavaliers suivis d'un groupe composé de femmes, de vieillards, d'un « Européen » et d'un « musulman », selon le vocabulaire de la colonie. Sur les bas-reliefs du socle apparaissent des soldats « européens » et « musulmans ». Seize ans après l'indépendance, en 1978, à l'occasion d'une rencontre internationale à Alger, il est demandé à l'artiste M'hamed Issiakhem de décorer la ville et, en particulier, de faire disparaître l'ancien monument aux morts. Issiakhem crée alors un coffrage, aux formes nécessairement alambiquées pour recouvrir ce groupe, pensé pour être temporaire mais orné d'un symbole : deux poings brisent leurs chaînes. Les Algérois se sont tant accoutumés à cette adaptation qu'en 2012, lorsque le coffrage s'est fissuré, beaucoup avaient oublié ce qu'il recouvrait et qu'il n'était pas question de faire réapparaître. Dans un projet nommé « Enclosed », l'artiste-chercheuse Amina Menia a documenté l'histoire de ce double monument à travers lettres, photographies et interviews, et plus particulièrement ce moment où, dans les fissures du monument de l'Algérie indépendante est réapparu celui de la France coloniale<sup>5</sup>.

Ces histoires algériennes des statues françaises sont devenues des métaphores qui nourrissent les commentaires politiques, littéraires, poétiques sur le présent. Ainsi, lorsque l'artiste plasticien Ahmed Benyahia évoque la chute du coq gaulois de Constantine, c'est pour raconter qu'il en a retrouvé les ailes dans les années 1970. Il les a alors fondues dans le métal servant à créer la statue du héros Zighoud Youcef (1921-1956), organisateur du soulèvement du 20 août 1956 à Philippeville/Skikda. Benyahia espérait alors que cette œuvre prendrait la place du coq gaulois au centre de la ville. Elle n'a finalement jamais pu être exposée. Mais dans la fonte du coq gaulois pour représenter un héros algérien, comme dans les fissures du monument d'Issiakhem, l'on comprend que jusque dans leur disparition, occultation ou destruction les statues continuent d'être le matériau fertile d'une expression politique poétique sans cesse renouvelée.

Malika Rahal

## Références

---

<sup>5</sup> Amina Menia, *Enclosed*, 2012. Le projet est notamment documenté sur le site du projet Archive of Destruction, <https://archiveofdestruction.com/artwork/enclosed/> (consulté le 3 avril 2023).

Garcia Claire, « Migrations, transferts et réécritures :le destin des monuments publics d’Algérie après l’Indépendance », *Les Cahiers de l’École du Louvre. Recherches en histoire de l’art, histoire des civilisations, archéologie, anthropologie et muséologie*, 3 mai 2018, no 12.

Rahal Malika, *Algérie 1962. Une histoire populaire*, Paris-Alger, La Découverte-Barzakh, 2022, 496 p.

Sessions Jennifer E., « The entangled politics of postcolonial commemoration » dans Rabah Aissaoui et Claire Eldridge (eds.), *Algeria revisited. History, culture and Identity*, London, Bloomsbury, 2017, p. 193-211.

Slyomovics, Susan. “On the Wings of the Gallic Cockerel: Ahmed Benyahia and the Provenance of an Algerian Public Sculpture.” *Reframing Postcolonial Studies*, 1 Dec. 2020, pp. 69–92.

« The long story of a short-lived statue », entretien avec l’artiste Ahmed Benyahia dans le cadre du projet *Generation Independence* mené par Natalya Vince et Walid Benkhaled, <https://generation-independence.com/the-long-history.html>, consulté le 3 avril 2023.